



Téléphoner à l'étranger

Très facile, sans démarche Tarifs jusqu'à 75% moins chers

www.teleplanete.com

[Annonces Google](#) - [Votre publicité ici](#)

Mai, le mois du mal

La Tribune (Algiers)

ACTUALITÉS

9 Mai 2007

Publié sur le web le 9 Mai 2007

By Kamel Amghar

Il y a 62 ans déjà, mais les victimes, leurs descendants et les témoins encore vivants se souviennent toujours de ce «haineux» 8 mai 1945. Un cauchemar fleuri et ensanglanté à la fois, comme ces joyeux et «victorieux» cortèges sauvagement mitraillés. «Mai, le mois du mal. 1945, l'année du malheur.

Le beau temps qui fait sortir les robes claires. Qui fait couler des larmes aussi. Ce mois maudit entre tous, cet enfer ! [...]», comme le décrit si bien Malek Haddad. 45 000 civils algériens ont été, alors, écrabouillés par la machine colonialiste. L'armée d'occupation, l'administration coloniale et leurs milices ont commis ce jour-là une horreur indélébile qui marquera pour toujours l'ensemble du peuple algérien et tous les esprits libres à travers le monde. Les survivants du génocide, les handicapés physiques et mentaux, ceux qu'on a perdus dans les bombardements, les pilonnages ou les incendies, les martyrs des exécutions sommaires et des expéditions punitives ont, subséquemment, montré au monde la face hideuse «de la mission civilisatrice de la France». Les massacres barbares de ce printemps maudit ont, surtout, montré aux Algériens la voie à prendre pour arracher leur liberté. Le 8 Mai était, en effet, un épisode douloureux et sanglant, mais aussi une date déterminante dans l'éveil de la conscience nationale, la réunification de ses différentes tendances et la maturation de la lutte pour l'indépendance. C'était le détonateur du processus révolutionnaire qui allait mener les Algériens à s'affranchir définitivement de la tutelle coloniale. Le premier Novembre 1954 et la guerre de libération nationale en résultent et y puisent toute leur légitimité. 62 ans plus tard, la France officielle continue, paradoxalement, de se dérober en se refusant à assumer pleinement son passé.

Un tel crime contre l'humanité réclame la reconnaissance et les excuses de l'Etat français. Non pour effacer ce même passé -ce qui est naturellement impossible-, mais simplement pour tourner la page et harmoniser ses relations avec l'Algérie d'aujourd'hui. Après un début de confession, la France de Sarkozy verse dans le révisionnisme et se referme subitement sur elle-même. Elle se recroqueville et s'enlise en revendiquant encore l'oeuvre criminelle de l'OAS. Elle recule pour glorifier aussi les conquêtes impériales de Napoléon et encenser l'asservissement et la colonisation. Cela sonne, évidemment, le glas du traité d'amitié que les deux pays s'apprêtaient à parapher. C'est son choix et ça ne regarde personne d'autre. Les Algériens ont aussi le droit de ne pas s'attacher à la «camaraderie» d'un ancien occupant qui se refuse à reconnaître ses multiples méfaits. Il est, bien entendu, regrettable d'en arriver là. En raison d'une histoire commune et de la proximité géographique, les relations algéro-françaises méritent beaucoup mieux que cette antipathie. Il appartient, désormais, à une autre génération de lever les équivoques pour établir un lien stable et durable entre les deux pays.

Mission qui échoit à l'autre France, celle humaine et véritablement civilisée qui croit encore à Jean-Paul Sartre, Aimé Césaire, Pierre Vidal-Naquet, Aragon, Henri Alleg ou Simone de Beauvoir, pour ne citer que ceux-là. De leur côté, les Algériens n'en gardent aucune rancune, mais refusent -pour le principe et la mémoire- qu'on qualifie le colonialisme de mission civilisatrice. «Même si la France reconnaît ses crimes contre l'humanité, ça nous fait une belle jambe. On est, en revanche, appelé à lire, comprendre et digérer notre propre histoire pour avancer dans l'oeuvre d'édification et de développement. Le mouvement national doit nous servir de référence pour nous faire une place dans le concert des nations.» Cette phrase d'un ancien responsable algérien résume parfaitement la situation.

Copyright © 2007 La Tribune. Droits de reproduction et de diffusion réservés. Distribué par AllAfrica Global Media (allAfrica.com).
